



Strasbourg, le 5 novembre 2020

CDDG-Bu(2020)29

**BUREAU DU COMITE EUROPEEN  
SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE LA REUNION  
TENUE PAR VISIOCONFERENCE, 8 octobre 2020**

**1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

M. Markku Mölläri, Président *ad interim* du CDDG, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres. La liste des participants figure à l'Annexe I. Le projet d'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

**2. Information sur les activités et développements récents**

Le Secrétariat a informé le Bureau des récents développements concernant l'état des mesures de précaution anti-Covid en France et celles appliquées par le Conseil de l'Europe. En ce qui concerne le Comité des Ministres, le Secrétariat a informé le Bureau que la rédaction de la déclaration dite d'Athènes était toujours en cours de discussion, les Etats membres ayant des approches différentes à son égard. Enfin, le Groupe de rapporteurs sur la démocratie des Délégués des Ministres (GR-DEM) examinera le rapport de la 11e réunion plénière du CDDG lors de sa prochaine réunion, le 20 octobre 2020. Le Secrétariat présentera le rapport de la réunion à cette occasion.

Le Bureau prend note de cette information.

**3. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2020-2021**

Le Secrétariat informe les membres du Bureau des résultats de la deuxième réunion du groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT) et du groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE), qui se sont tenues par visioconférence le 23 septembre et les 28 et 29 septembre respectivement. Le Bureau a reçu à l'avance des copies des projets de rapports de réunions qui étaient en cours de finalisation et des versions mises à jour des deux documents sur l'état d'avancement des travaux du GT-DT et du GT-RE, qui seront soumis pour information lors de la 12e réunion plénière du CDDG.

Le Secrétariat fait également le point sur l'état d'avancement de la préparation du rapport sur le Covid-19 et la gouvernance démocratique. Les États membres ont été invités à soumettre leurs réponses au questionnaire et d'éventuelles mises à jour de leurs soumissions précédentes avant une nouvelle date limite (16 octobre) afin que les informations puissent être prises en compte pour la version finale du rapport qui sera discutée et adoptée lors de la 12e réunion plénière du CDDG. Pour l'instant, seuls quelques pays ont soumis des informations supplémentaires.

Le Bureau prend note des informations ci-dessus. Le Bureau tient également une discussion sur la manière d'encourager une participation plus active des membres du Comité et des groupes de travail lors des réunions en ligne.

#### **4. 12e réunion plénière du CDDG**

Le Secrétariat présente l'avant-projet d'ordre du jour. Le CDDG finalisera le rapport sur la gouvernance démocratique et le Covid-19. Il examinera également les progrès réalisés dans le cadre des tâches spécifiques qui ont été confiées par le Comité des Ministres pour l'exercice biennal 2020-2021. En ce qui concerne le point standard sur la promotion de la gouvernance démocratique par le partage d'expériences, les membres du Bureau sont invités à examiner si des personnalités de haut niveau de leurs gouvernements seraient disposées à s'adresser au CDDG. En outre, afin de promouvoir une plus grande participation active des membres, un tour de table serait effectué pour permettre aux membres d'informer leurs collègues des réformes en cours dans leur pays. Une autre nouveauté de cette réunion plénière est qu'en plus du rapport annuel du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, le CDDG examinera un rapport annuel de la Division des élections et de la société civile.

Au cours de la discussion qui a suivi, les membres du Bureau discutent de la participation éventuelle de représentants gouvernementaux de leur pays ou d'autres pays. Ils encouragent une coopération plus étroite avec le Comité des Ministres et les Délégués des Ministres, en recommandant que plusieurs ambassadeurs soient invités à s'engager auprès du CDDG : outre l'ambassadeur de Suède (président du GR-DEM) et l'ambassadeur d'Estonie (coordinateur thématique sur la société de l'information), d'autres représentants permanents devraient être contactés pour participer à des réunions ultérieures. La question du mot "présidence" du Comité des Ministres est soulevée : les membres du Bureau se montrent très favorables à l'abandon de cette expression, qui n'est pas neutre sur le plan du genre, et à son remplacement par "présidence" ou "présidence".

#### **5. Elections du Bureau du CDDG pour 2021**

Le Secrétariat rappelle les informations contenues dans le mémorandum sur les élections du Bureau pour 2021 (document CDDG(2020)13), en précisant que de nouveaux systèmes et options de vote étaient en cours de discussion et de test au sein du Conseil de l'Europe. Tout développement significatif sera reflété dans un document d'information révisé. Le Secrétariat rappelle également que, comme convenu lors de la 11e réunion plénière, les candidats devront soumettre des informations à l'appui de leur candidature.

Le Bureau estime que les informations sur les candidats devraient être concises (une demi-page ou une page au maximum) et devraient couvrir à la fois l'expérience et les motivations de chaque candidat. Elles devraient être mises à la disposition de tous les participants du CDDG bien avant la 12e réunion plénière, afin de permettre à l'équipe technique de définir les paramètres du processus de vote électronique.

## **6. Le service de réponse rapide**

Le Bureau examine un mémorandum du Secrétariat (document CDDG-Bu(2020)27) contenant un rappel des discussions tenues en 2014, des informations faisant référence à l'utilité et au succès du RRS ainsi que des suggestions visant à promouvoir la visibilité de l'instrument et à faciliter l'accessibilité des réponses, notamment pour limiter les demandes redondantes.

Les membres du Bureau soutiennent l'idée de créer une page web dédiée au RRS et le développement d'une politique générale qui permettrait aux réponses d'être plus facilement accessibles à toutes les délégations du CDDG. Dans le même temps, le système devrait fournir aux pays qui répondent individuellement des options telles que l'autorisation de publier leurs réponses, ou de les mettre à la disposition des seuls membres du CDDG via un site web à accès restreint, ou de limiter l'accès au seul pays demandeur. Il est également suggéré que ces options pourraient concerner des chapitres spécifiques des réponses. Les membres du Bureau estiment également que la mise à jour des réponses antérieures serait encore plus difficile à gérer en 2020 pour les pays qui répondent régulièrement aux questionnaires.

## **7. Boîte à outils sur le télétravail**

Le Secrétariat présente le concept d'une nouvelle boîte à outils du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, consacrée au télétravail dans les administrations publiques. Le télétravail a pris une place importante dans les travaux actuels du CDDG sur la pandémie de Covid-19. De nombreux États membres du Conseil de l'Europe ont indiqué que le recours au télétravail était l'une des principales innovations dans les méthodes de travail de l'administration publique. Le télétravail a permis aux fonctionnaires de continuer à travailler et à fournir des services au public. Cependant, tous les États membres ne sont pas préparés de la même façon à ce type de travail, en raison de plusieurs facteurs, notamment la mentalité et la disponibilité des ressources. La nouvelle boîte à outils aidera les administrations, à tous les niveaux de gouvernement, à mettre en place le télétravail de la manière la plus efficace et la plus professionnelle possible. Elle les aidera à mettre en œuvre les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique, en particulier le principe 3, efficacité et efficience, et le principe 8, innovation et ouverture d'esprit face au changement. Il serait finalisé dès que possible, pour aider les États membres à faire face à la pandémie COVID-19 à court terme, tandis que, dans une perspective à plus long terme, il contribuerait à la modernisation de l'administration publique.

Au cours de la discussion qui a suivi, les membres du Bureau expriment leur ferme soutien à la nouvelle boîte à outils et font part de leur disponibilité à participer activement à sa préparation.

**8. Questions diverses**

Aucune.

**9. Prochaine réunion**

Le Bureau convient de tenir sa prochaine réunion par visioconférence le 6 novembre.

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR AD INTERIM / PRESIDENT AD INTERIM**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Helsinki, Finland  
Tel: +358 40 568 1492; E-mail: [markku.mollari@vm.fi](mailto:markku.mollari@vm.fi)

**OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien, Austria,  
Tel.: 43 01 53126 – 3376; E-mail: [peter.andre@bmi.gv.at](mailto:peter.andre@bmi.gv.at)

Mr Edwin LEFEBRE, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels, Belgium  
Tel.: (32) 499 773 439 ; (32) 472 772 308; E-mail: [edwin.lefebvre@vlaanderen.be](mailto:edwin.lefebvre@vlaanderen.be)

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, London, United Kingdom  
Tel: +44 (0)303 444 2568; Email: [paul.rowsell@communities.gov.uk](mailto:paul.rowsell@communities.gov.uk)

**SECRETARIAT**

Ms Sonia SIRTORI, Head of the Democratic Governance Division – Secretary of the CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance, Directorate General of Democracy  
Tel: +33 (0)3 88 41 23 70; E-mail: [sonia.sirtori@coe.int](mailto:sonia.sirtori@coe.int)

Mr Christophe SPECKBACKER, Administrator – Democratic Governance Division - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance, Directorate General of Democracy  
Tel: +33 (0)3 90 21 50 28; E-mail: [christophe.speckbacher@coe.int](mailto:christophe.speckbacher@coe.int)

## ANNEXE II

## ORDRE DU JOUR

1. **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour** [CDDG-Bu(2020)OJ6]
2. **Information sur les activités et développements récents**
3. **Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2020-2021**
  - *Démocratie et technologie*
    - Rapport de la 2e réunion du groupe de travail sur la démocratie et la technologie [GT-DT(2020)8]
    - Etat d'avancement des travaux
  - *Responsabilité démocratique*
    - Rapport de la 2e réunion du groupe de travail sur la responsabilité [GT-RE(2020)6]
    - Etat d'avancement des travaux [CDDG-Bu(2020)26]
  - *Covid-19 et gouvernance démocratique*
    - Mise à jour par le Secrétariat
4. **12e réunion plénière du CDDG**

Examen de l'avant-projet d'ordre du jour [CDDG(2020)OJ2 prov.]
5. **Elections du Bureau du CDDG pour 2021**

Information par le Secrétariat et échange de vues [CDDG(2020)13]
6. **Le Service de réponse rapide**

Examen d'un mémorandum préparé par le Secrétariat [CDDG-Bu(2020)27]
7. **Boîte à outils sur le télétravail** [CDDG-Bu(2020)28]
8. **Questions diverses**
9. **Prochaine réunion**